

Christian Barros : «Le patronat congolais est en ordre de marche pour susciter l'arrivée massive d'investisseurs»



En séjour à Brazzaville où il a présidé ce lundi 8 juin, la réunion du comité régional du patronat, le président de l'Union patronale et interprofessionnelle du Congo (Unicongo), Christian Barros, s'est confié aux *Dépêches de Brazzaville* sur l'engagement de sa structure. En effet, celle-ci vise à favoriser le développement de l'économie nationale, sécuriser l'environnement des affaires et soutenir le secteur privé à l'heure où la crise financière bat son plein.

Les Dépêches de Brazzaville. Qu'est-ce que le comité régional et quel est son objectif ?

Christian Barros. Le comité régional est une réunion qu'Unicongo tient tous les mois dans les deux grandes villes de Brazzaville et Pointe-Noire. Son objectif est de passer en revue les différents secteurs d'activités affiliés à Unicongo. Pour ce comité de Brazzaville, les points examinés étaient liés aux études d'impact, à l'environnement, au contrôle de la police sur les véhicules, au contrôle des sapeurs-pompiers et à la taxe sur l'habitat. Le comité régional est aussi l'occasion pour Unicongo d'évoquer tous les dossiers suivis à long terme et les problèmes internes, notamment sur le plan financier. C'est le moment également des nouvelles adhésions.

D.B. Quelle est votre appréciation sur la crise financière internationale au Congo ?

C.B. L'on se croyait à l'abri de cette crise au départ, mais depuis fin janvier, toutes les entreprises de bois sont touchées de plein fouet avec des marchés arrêtés et une exploitation quasi-inexistante. Pour cela, nous avons alerté toutes les autorités et sommes en train de préparer une nouvelle réunion avec le Premier ministre pour évoquer tous ces problèmes, comme ce fut le cas il y a quatre mois avec le ministre de l'Economie forestière. Cela nous permettra de discuter de ces problèmes.

D.B. Envisagez-vous de présenter sur la table du gouvernement des suggestions pour solliciter un éventuel appui substantiel pour donner un peu de souffle à ce secteur en difficulté ?

C.B. Nous avons déjà fourni auprès du gouvernement, un certain nombre de demandes de nos adhérents pour aider le secteur bois à passer la crise et travailler de nouveau juste après la crise. L'activité du bois touche les zones défavorisées où il n'y a pas grand-chose, et arrêter l'activité forestière dans ces zones, c'est porter un coup à tous ces départements qui en dépendent. Nous sommes très attentifs à ce problème, le gouvernement aussi, et ensemble nous allons essayer de trouver des moyens pour permettre à cette profession de pouvoir redémarrer.

D.B. Comment procédez-vous pour mettre à l'abri d'autres secteurs où l'inquiétude quant à leur survie a été prononcée lors de votre assemblée générale de mai dernier ?

C.B. Nous sommes juste des forces de proposition et le reste dépend du gouvernement pour prendre des mesures qui s'imposent. Le patronat congolais est en ordre de marche pour que tout se passe bien au Congo et que de nombreux investisseurs viennent investir dans ce pays. Nous, on se bat beaucoup pour que l'environnement des affaires soit sécurisé au Congo. Pour ce faire, nous envisageons d'installer à Pointe-Noire, avec la Chambre de commerce, une chambre d'arbitrage dont le but sera de régler les conflits entre les opérateurs économiques.

Propos recueillis par Guy-Gervais Kitina